

TURQUIE

L'économie, qui s'était ralentie sur la première moitié de l'année par suite du resserrement monétaire de 2006 et d'incertitudes politiques au printemps, a repris de l'élan après les élections de l'été. En l'absence de chocs, le taux croissance devrait être de l'ordre de 6 % en 2008 et 2009.

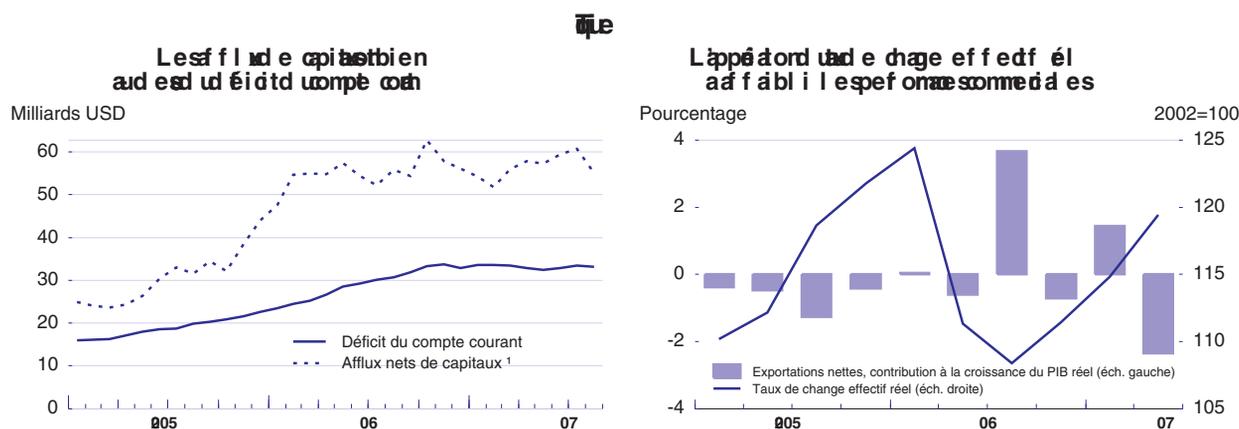
Le progrès en matière de renforcement de la résistance et de la performance de l'économie est compromis par une perte de compétitivité provoquée par des entrées de capitaux en pleine expansion. Dans ce contexte, les autorités sont encouragées à rétablir l'austérité budgétaire, ce qui aiderait la banque centrale à continuer de réduire les taux d'intérêt, et l'accroissement de la flexibilité des marchés de produits et du marché du travail aiderait l'économie à faire face à une forte appréciation.

La croissance a repris après des incertitudes politiques...

La croissance du PIB, après un ralentissement au premier semestre de l'année, a repris malgré des tensions géopolitiques persistantes dans la région. En même temps, un regain de confiance nationale et internationale après les élections a stimulé les entrées de capitaux et fait monter le taux de change qui, en termes réels, s'était apprécié de 15 % en septembre, d'une année sur l'autre, sapant la compétitivité et réduisant la contribution des échanges à l'expansion économique. Le déficit de la balance courante est resté élevé, à plus de 7 % du PIB.

... mais elle reste inférieure au potentiel

Une compétitivité émoussée a provoqué des pertes d'emplois dans les segments de l'industrie à faible productivité et à forte intensité de main-d'œuvre non qualifiée. La création d'emplois dans le secteur des services s'étant aussi ralentie, la demande nette de main-d'œuvre a été limitée en 2007 et les retraits de travailleurs du secteur agricole ont marqué une décélération. Le taux de chômage restait élevé, à 9 %, au milieu de l'année, sans changement par rapport à l'année précédente. La tendance à la désinflation, qui s'était interrompue en 2006, a repris à la faveur de l'appréciation du taux de change, l'inflation générale revenant à 7.1 % en septembre avant de rebondir à 7.7 % en octobre.



1. Les prêts et les variations de réserve du FMI sont exclus.

Source: Banque centrale de Turquie et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

Turquie : Demande, production et prix

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Prix courants milliards de TRL	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1987)				
Consommation privé e	284.6	8.8	5.2	1.8	4.1	5.3
Consommation publique	56.8	2.4	9.6	9.5	4.4	2.1
Formation brute de capital fixe	76.7	24.0	14.0	9.3	10.9	11.3
Demande intérieure finale	418.1	12.1	8.0	4.6	6.2	7.0
Variation des stocks ¹	37.3	-2.5	-2.1	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	455.5	8.8	5.6	4.3	6.2	6.8
Exportations de biens et services	124.3	8.5	8.5	11.3	8.7	9.9
Importations de biens et services	149.3	11.5	7.1	9.0	9.6	10.5
Exportations nettes ¹	-25.0	-1.7	0.3	0.7	-0.8	-0.7
PIB aux prix du marché	430.5	7.4	6.1	5.1	5.8	6.3
Déflateur du PIB	—	5.4	11.5	9.2	8.7	6.5
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	8.2	9.6	8.6	6.8	5.5
Déflateur de la consommation privée	—	6.1	10.7	8.3	7.4	5.9
Taux de chômage	—	10.0	9.7	9.6	9.4	9.1
Balance des opérations courantes ²	—	-6.2	-8.1	-7.7	-7.4	-7.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 82.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/166034217505>

L'articulation de la politique économique pourrait être améliorée...

La politique monétaire est restée restrictive jusqu'à l'automne, les taux directeurs dépassant 17 %. Cependant, avec l'amélioration des chances d'atteindre les ambitieux objectifs fixés en matière d'inflation (4±2 % pour 2008) et des pressions sur la demande toujours relativement faibles, la banque centrale a abaissé les taux de 125 points de base au total entre septembre et novembre. Toutefois, face à l'alourdissement des taxes spéciales sur la consommation en novembre et au probable relèvement des prix réglementés de l'énergie, la banque centrale pourrait se montrer plus prudente en matière de réduction des taux à l'avenir. De plus, son intervention dépendra sans doute de l'évolution de l'action budgétaire ainsi que de la situation des liquidités mondiales, de la demande extérieure et d'autres déterminants des perspectives d'inflation à moyen terme. La politique budgétaire s'est assouplie au cours de la période qui a précédé les élections et l'excédent primaire pour 2007 sera sans doute largement inférieur à l'objectif fixé (peut-être d'environ 2 points, l'objectif officiel étant de 6.5 % du PIB). Même si le déficit a été imputable, pour une part, au ralentissement de l'expansion, cette dérive ne facilite pas une nouvelle modification de l'articulation de la politique économique, nécessaire pour aider à réduire les taux d'intérêt directeurs.

... afin d'assurer un meilleur équilibre entre la demande intérieure et la demande extérieure

L'évolution conjoncturelle dépend grandement de la situation des liquidités mondiales. Cette dernière paraît toujours favorable – en dépit de tensions régionales liées au nord de l'Irak et à la tension qui a caractérisé les marchés mondiaux ces derniers temps – et soutient la demande

intérieure, mais elle sape aussi la compétitivité-coûts et, partant, réduit la contribution du solde extérieur à la croissance. Il faut à la fois une orientation budgétaire restrictive et de nouvelles réformes structurelles visant à réduire les coûts de main-d'œuvre et à faciliter la restructuration et les gains de productivité dans le secteur des entreprises pour modérer l'appréciation réelle des coûts unitaires de main-d'œuvre. Ces mesures, si elles étaient couronnées de succès, aideraient à équilibrer la demande intérieure et la demande extérieure, à diminuer le déficit de la balance courante et à renforcer la résistance de l'économie.

Un scénario de croissance respectable...

Les prévisions reposent sur l'hypothèse selon laquelle l'environnement régional et international restera stable et les autorités maintiendront une politique macroéconomique viable. Il est prévu une progression du PIB supérieure à 5 % en 2007, et d'environ 6 % en 2008 et 2009. Le déficit de la balance courante demeurerait au-dessus de 7 % et le taux de chômage au-dessus de 9 %. L'objectif fixé pour 2007 en matière d'inflation ne sera sans doute pas atteint mais la désinflation pourrait reprendre en 2008 et la fourchette visée devrait être atteinte à la fin de l'année.

... est soumis à des risques qui pourraient obliger à revoir les prévisions en baisse ou en hausse

Les prévisions de référence sont fondées sur l'hypothèse technique de stabilité du taux de change nominal. Une dépréciation faible et en douceur du taux de change stimulerait la compétitivité et la croissance mais un ajustement plus brutal pourrait entraîner des pertes de revenu réel et affaiblir la croissance. Si, en revanche, l'appréciation réelle demeure forte et les réformes structurelles n'aident pas à rétablir la compétitivité, cela entraverait l'expansion. Il existe aussi un risque qui obligerait à revoir les prévisions en hausse : si les réformes en suspens que les autorités se sont fixé pour objectif d'opérer, notamment sur le marché du travail et pour la modernisation du secteur des entreprises, sont mises en œuvre avec détermination, cela pourrait renforcer la confiance et l'investissement, et accélérer le passage de la Turquie à un taux de croissance plus élevé. Dans ce scénario, les entrées de capitaux pourraient être utilisées d'une manière plus favorable à la croissance, et la population d'âge actif, de plus en plus nombreuse, pourrait être plus pleinement mobilisée.

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE

N° 81, juin 2007

Tirer le meilleur parti de la mondialisation

Consolidation budgétaire : les leçons de l'expérience

N° 80, décembre 2006

Les ménages sont-ils plus vulnérables du fait de leur endettement croissant ?

N° 79, juin 2006

Les pressions budgétaires à prévoir pour les dépenses relatives aux soins de santé et aux soins de longue durée

N° 78, décembre 2006

Le rôle des fondamentaux dans l'évolution récente des prix des logements

N° 77, juin 2005

Mesurer et évaluer l'inflation sous-jacente

N° 76, décembre 2004

Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques

Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique

Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis

Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires

Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires

Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales

Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications

Politiques structurelles et croissance

Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE

Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : gérer les risques	7
Chapitre 1. Évaluation générale de la situation macroéconomique	11
Vue d'ensemble	12
Évolutions récentes	14
Les forces à l'œuvre et les risques	26
Perspectives de croissance	48
Enjeux de politique macroéconomique	55
Appendice 1.A1. Évaluation des prévisions de croissance de l'OCDE pour les économies du G7 ...	68
Chapitre 2. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE et dans certaines économies non membres ..	73
États-Unis	74
Japon	79
Zone euro	84
Allemagne	89
France	94
Italie	99
Royaume-Uni	104
Canada	109
Australie	114
Autriche	117
Belgique	120
Corée	123
Danemark	126
Espagne	129
Finlande	132
Grèce	135
Hongrie	138
Irlande	141
Islande	144
Luxembourg	147
Mexique	150
Norvège	153
Nouvelle-Zélande	156
Pays-Bas	160
Pologne	163
Portugal	166
République slovaque	169
République tchèque	172
Suède	175
Suisse	178
Turquie	181
Brésil	184
Chine	188
Inde	192
Fédération de Russie	196
Chapitre 3. Épargne et investissement des entreprises : évolutions récentes et perspectives	201
Introduction et synthèse des principaux résultats	202
Les déterminants de l'augmentation de la capacité de financement globale des entreprises de la zone OCDE	208
Les déterminants des différences entre pays	213
L'évolution future de la capacité de financement des entreprises et ses implications	221
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE ...	227
Annexe statistique	229
Classification des pays	230
Mode de pondération pour les données agrégées	230
Taux de conversion irrévocable de l'euro	230
Systèmes de comptabilité nationale, années de référence et dernières mises à jour	231
Tableaux annexes	233

Encadrés

1.1. Chronologie des turbulences sur les marchés de capitaux	15
1.2. Influence de l'Inde sur l'économie mondiale comparée à celle de la Chine	23
1.3. Prévisions des investissements dans le logement	32
1.4. Quels sont les déterminants des prix des denrées alimentaires?	41
1.5. Fonds d'investissement souverains	46
1.6. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions	51
1.7. Évaluer le NAIRU	57
3.1. L'épargne des entreprises et la balance des opérations courantes en Chine	205
3.2. Relations entre la capacité de financement des entreprises et les autres secteurs	221

Tableaux

1.1. La croissance devrait un peu ralentir	12
1.2. Les prix réels du logement sont élevés	18
1.3. Les prix réels du logement sont élevés	25
1.4. L'évolution des salaires reste modérée	26
1.5. L'effet d'une augmentation du prix du pétrole de \$10 le baril	39
1.6. Perspective de croissance à court terme	48
1.7. La demande se rééquilibre	52
1.8. Le commerce mondial soutient la croissance et les déséquilibres extérieurs restent importants ..	53
1.9. La consolidation budgétaire ne progresse pas	66
1.10. Erreurs de projection pour le G7 dans les <i>Perspectives économiques</i> , 1991-2006	71
3.1. Contributions à l'augmentation de la capacité de financement des entreprises dans la zone OCDE, sur la période 2001-05	204
3.2. Effet des variations des prix relatifs des biens d'équipement sur les taux d'investissement ...	212
3.3. Distribution de dividendes	218

Graphiques

1.1. Les turbulences financières se sont calmées mais seulement en partie	17
1.2. L'investissement réel en logement ralentit dans la plupart des pays	18
1.3. L'amélioration sur les marchés des logements a été fortement corrélée entre les pays	20
1.4. Le prix des matières premières est en hausse	21
1.5. La croissance se maintient jusqu'à maintenant	21
1.6. Différentes mesures du risque	28
1.7. Les banques durcissent les conditions d'octroi des crédits	29
1.8. L'investissement en logement est au plus haut des dix dernières années pour beaucoup de pays ..	31
1.9. L'augmentation de la demande de pétrole brut depuis 1995 est tirée par les pays non OCDE.	37
1.10. Les pétrodollars sont dépensés plus vite	37
1.11. Taux de change effectif	42
1.12. Accumulation estimée de réserve (en excluant l'or)	44
1.13. La confiance est relativement faible	49
1.14. L'orientation des taux directeurs a commencé à diverger	56
1.15. Les écarts de chômage rétrécissent	56
1.16. Mesures de l'inflation globale et sous-jacente	60
1.17. Les soldes budgétaires se sont améliorés entre 2003 et 2007	62
1.18. L'amélioration des recettes courantes vient principalement de l'impôt sur les sociétés	63
1.19. Projections des <i>Perspectives économiques</i> et croissance du PIB observé	70
3.1. Capacité de financement des entreprises de la zone OCDE	202

Résumé des prévisions

	2007	2008	2009	2009										Quatrième trimestre		
				2007	2008		2009					2009				
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2007	2008	2009	
Pourcentage																
Croissance du PIB en volume																
États-Unis	2.2	2.0	2.2	1.3	1.1	1.5	1.8	1.9	2.2	2.5	2.7	2.8	2.6	1.6	2.5	
Japon	1.9	1.6	1.8	1.7	1.5	1.6	1.7	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9	1.3	1.7	1.9	
Zone euro	2.6	1.9	2.0	1.7	1.8	1.9	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.2	1.9	2.0	
OCDE total	2.7	2.3	2.4	2.0	1.9	2.0	2.2	2.3	2.5	2.6	2.7	2.7	2.6	2.1	2.6	
Inflation																
États-Unis	2.6	2.1	2.0	2.4	2.5	2.0	1.9	1.9	2.1	1.9	1.9	2.0	2.5	2.1	2.0	
Japon	-0.5	-0.3	0.3	-1.0	-0.2	0.1	0.1	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	-0.8	0.1	0.4	
Zone euro	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.2	2.2	2.2	2.3	2.3	2.3	2.3	2.4	2.2	2.3	
OCDE total	2.3	2.1	2.1	2.3	2.3	2.1	2.1	2.0	2.1	2.0	2.0	2.1	2.4	2.1	2.1	
Taux de chômage¹																
États-Unis	4.6	5.0	5.0	4.8	4.8	4.9	5.0	5.1	5.1	5.0	5.0	4.9	4.8	5.1	4.9	
Japon	3.8	3.7	3.6	3.8	3.8	3.8	3.7	3.7	3.7	3.6	3.5	3.5	3.8	3.7	3.5	
Zone euro	6.8	6.4	6.4	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.4	6.5	6.4	6.4	
OCDE total	5.4	5.4	5.3	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.3	5.3	5.3	5.2	5.4	5.3	5.2	
Croissance du commerce mondial																
	7.0	8.1	8.1	8.2	8.0	8.0	8.0	8.0	8.1	8.2	8.2	8.2	7.7	8.0	8.2	
Balance courante²																
États-Unis	-5.6	-5.4	-5.3													
Japon	4.7	4.8	5.2													
Zone euro	0.2	-0.1	-0.2													
OCDE total	-1.4	-1.4	-1.4													
Solde budgétaire structurel³																
États-Unis	-3.0	-3.4	-3.4													
Japon	-3.4	-3.9	-3.6													
Zone euro	-0.6	-0.6	-0.4													
OCDE total	-2.0	-2.2	-2.1													
Taux d'intérêt à court terme																
États-Unis	5.3	4.6	4.7	5.0	4.8	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8				
Japon	0.7	0.6	0.9	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.2				
Zone euro	4.3	4.2	4.1	4.7	4.4	4.2	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1	4.1				

Note La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques budgétaires en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 12 novembre 2007 ; en particulier 1 dollar = 109,38 yen et 0,69 euros ;

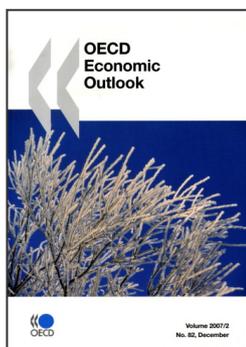
Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 20 novembre 2007.

1. En pourcentage de la population active.

2. En pourcentage du PIB.

3. Solde financier des administrations publiques corrigé des variations cycliques, en pourcentage du PIB potentiel.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 82.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2007 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2007-2-34-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.